

De la Politique à la Vie

Wolfi Landstreicher

A partir du moment où l'anarchisme fut d'abord défini comme un mouvement radical distinct, il fut associé à la gauche, une association qui a toujours été difficile. Les gauchistes qui étaient en position d'autorité (incluant ceux qui se sont appelés des anarchistes, comme les leaders de la CNT et de la FAI dans l'Espagne de 1936–37) ont toujours considérés les fins anarchistes, par exemple celles de la transformation totale de la vie ou le principe conséquent que les fins doivent déjà exister dans les moyens, comme des entraves à la réalisation de leurs programmes politiques. L'insurrection réelle éclate toujours loin et au-delà de n'importe quel programme politique, et les anarchistes les plus cohérents ont vus la réalisation de leurs rêves précisément en cet endroit inconnu qu'est cet *au-delà de la politique*. Pourtant, à maintes reprises, quand les feux de l'insurrection venaient à se rafraîchir (et même parfois, comme en Espagne en 1936–37, tandis

qu'ils brûlaient encore), des leaders anarchistes prenaient à nouveau leurs rôles de « conscience de la gauche ». Mais si l'expansivité des rêves anarchistes et les principes qu'elle implique ont toujours été une entrave aux arrangements politiques de la gauche, ces arrangements ont aussi toujours été un fardeau beaucoup plus lourd sur le dos du mouvement anarchiste, lui pliant les genoux à coup de « réalisme », en l'empêchant de rêver.

Pour la gauche, la lutte sociale contre l'exploitation et l'oppression est essentiellement un programme politique qui doit être réalisé par n'importe quels moyens opportuns. Une telle conception exige évidemment une méthodologie politique de lutte, et une telle méthodologie est nécessairement vouée à contredire quelques principes anarchistes de base.

Tout d'abord, la politique comme catégorie distincte de l'existence sociale est la séparation des décisions qui déterminent nos vies de l'exécution de ces décisions. Cette séparation réside dans les institutions qui font ces décisions et les imposent. Peu importe le niveau de démocratisation ou de consensus de ces institutions ; la séparation et l'institutionnalisation inhérente à la politique constituent toujours une imposition, simplement parce qu'elles exigent que les décisions soient faites avant que ne surgissent les circonstances auxquelles elles s'appliquent. Cela rend nécessaire la forme de règles générales qui doivent toujours être appliquées à tout instant, indépendamment des circonstances spécifiques. Les graines de la pensée idéologique – dans lesquelles les idées gouvernent les activités des individus plutôt que de les servir dans le développement de leurs propres projets – sont semées ici, mais j'y

reviendrai plus tard.

D'une importance égale pour les perspectives anarchistes est le fait que le pouvoir git nécessairement dans cette prise de décisions et dans ses institutions de mise en application. Et la conception gauchiste de la lutte sociale est précisément d'influencer, de se ré-appropriier ou de créer des versions alternatives de ces institutions. Autrement dit, c'est une lutte pour changer, et non pas détruire, les relations institutionnalisées de pouvoir.

Cette conception de la lutte, avec sa base programmatique, requiert une organisation comme moyen de mener cette lutte. L'organisation représente la lutte, parce qu'elle est l'expression concrète de son programme. Si ceux qui s'y impliquent définissent ce programme comme révolutionnaire et anarchiste, alors l'organisation aura pour fonction de représenter la révolution et l'anarchie, et la force de l'organisation sera égalisée avec la force des luttes révolutionnaires et anarchistes.

La révolution espagnole nous fournit un exemple clair, le leadership de la CNT, après avoir poussé les ouvriers et les paysans de Catalogne à exproprier les moyens de production (par exemple ceux des armes avec lesquelles ils ont formé leurs milices), il n'a pas dissous l'organisation pour permettre aux ouvriers d'explorer la re-création de la vie sociale en leurs propres termes, elle a préféré reprendre la direction et la gestion de la production. Cette confusion entre la gestion du syndicat et l'auto-gestion des ouvriers a eu des résultats qui peuvent être étudiés par ceux qui sont prêt à regarder ces événements de façon critique.

Quand la lutte contre l'ordre en place est ainsi séparée des individus qui la mènent et placée dans les mains de

l'organisation, elle cesse d'être le projet auto-déterminé de ces individus et devient au lieu de cela une cause externe à laquelle ils ne font qu'adhérer. Parce que cette cause est égalisée avec l'organisation, l'activité principale des individus qui y adhèrent est le maintien et l'expansion de l'organisation.

En fait, l'organisation gauchiste est le moyen par lequel la gauche entend transformer les relations institutionnalisées de pouvoir. Que cela se fasse en faisant appel aux dirigeants actuels et par l'exercice du droit démocratique, par la conquête électorale ou violente du pouvoir d'État, par l'expropriation institutionnelle des moyens de production ou par une combinaison de tous ces moyens à la fois n'a que très peu d'importance.

Pour l'accomplir, l'organisation essaye de se muer en un pouvoir alternatif ou un contre-pouvoir. C'est pour cela qu'elle doit embrasser l'idéologie actuelle du pouvoir en place, c'est-à-dire la démocratie.

La démocratie est ce système de prise de décisions séparée et institutionnalisée qui exige la fabrication d'un consensus social. Bien que le pouvoir réside toujours dans la contrainte et la coercition, dans la structure démocratique, il est surtout justifié par le consentement qu'il peut gagner. C'est pourquoi il est nécessaire pour la gauche de recruter le plus d'adhérents possibles, des numéros pour correspondre à l'appui de ses programmes. Ainsi, dans son adhésion à la démocratie, la gauche doit embrasser l'illusion quantitative.

La volonté de gagner des adhérents exige un abaissement jusqu'au plus petit dénominateur commun. Ainsi, au lieu de persévérer dans une exploration théorique pourtant vitale, la gauche va développer un jeu de doctrines

simplistes et manichéennes, basées sur la diabolisation et la litanie, souhaitant ainsi provoquer une adhésion massive à ses programmes. Toute interrogation ou exploration à l'extérieur de cette structure idéologique est condamnée avec véhémence, elle peut même paraître incompréhensible. L'incapacité d'une exploration théorique sérieuse est le prix à payer d'une acceptation de l'illusion quantitative selon laquelle le nombre d'adhérents, indépendamment de leur passivité et de leur ignorance, constitue le reflet d'un mouvement fort, peu important la qualité et la cohérence des idées et des pratiques.

La nécessité politique de faire appel « aux masses » pousse aussi la gauche à user de la méthode, petit à petit, de la demande aux dirigeants en place. Cette méthode est tout à fait compatible avec le projet de transformation des relations de pouvoir, précisément parce qu'elle ne défie pas ces relations à leurs racines.

En fait, en revendiquant à ceux au pouvoir, elle implique que de simples (quoique parfois extrêmes) ajustements des relations actuelles sont suffisants pour la réalisation des programmes gauchistes. Ce qui n'est pas remis en cause dans cette méthode est l'ordre dirigeant lui-même, parce que cela menacerait la structure politique de la gauche.

Implicitement se dégage, dans cette approche décousue du changement, la doctrine progressiste. En fait, il s'agit là-même de l'une des étiquettes les plus populaires parmi les gauchistes de nos jours qui préféreraient prendre congés des autres étiquettes, majoritairement souillées. Le progressisme est l'idée que l'ordre actuel des choses est le résultat d'un processus (possiblement « dialectique ») d'amélioration et que si nous y mettions l'effort (que

ce soit par le vote, la pétition, le litige, la désobéissance civile, la résistance passive, la violence politique ou même la conquête de pouvoir – en fait : quoi que ce soit d'autre que sa destruction), nous pourrions pousser plus loin encore ce processus. Le concept de progrès et l'approche revendicative qui est son expression pratique nous révèle un autre aspect quantitatif de la conception gauchiste de transformation sociale. Cette transformation est simplement une question de degrés, de position le long d'une trajectoire en mouvement. La bonne quantité d'ajustement est la solution. La réforme et la révolution ne sont simplement que des niveaux différents d'une même activité.

Telles sont les absurdités du gauchisme, qui reste aveugle aux preuves accablantes démontrant que la seule trajectoire sur laquelle nous sommes, au moins depuis les débuts du capitalisme et de l'industrialisme, est l'appauvrissement croissant de l'existant, et que cela ne peut pas être réformé.

L'approche réformiste et le besoin politique de catégoriser mènent aussi la gauche à valoriser des gens sur la base de leur appartenance à divers groupes spécifiques d'opprimés et d'exploités, comme les « travailleurs », les « femmes », les « gens de couleur », les « gays » et les « lesbiennes » et cétéra. Cette catégorisation est la base de la politique identitaire, et la politique identitaire est une forme de fausse opposition par laquelle les opprimés choisissent de s'identifier à une catégorie sociale particulière, renforçant leur oppression, mais en feignant un acte supposé de défiance contre leur oppression. En fait, l'identification continue avec ce rôle social limite la capacité de ceux qui pratiquent

la politique identitaire à analyser profondément leur situation dans cette société et d'agir en tant qu'individus contre leur oppression. Elle garantit ainsi la continuité des relations sociales qui sont la cause de leur oppression.

Lorsqu'ils ne se définissent que comme les membres de catégories opprimées, les gens deviennent alors des pions des manœuvres politiques gauchistes, parce que de telles catégories sociales prennent le rôle de groupes de pression, de lobbies, et font le jeu de la structure démocratique.

La logique politique des gauches, avec ses exigences organisationnelles, son adhésion à la démocratie, l'illusion quantitative et la valorisation de certaines personnes en fonction de leur simple appartenance à des catégories sociales, est collectiviste en soi, supprimant l'individu comme tel.

Cela s'exprime dans l'appel aux individus à se sacrifier à des causes diverses, des programmes et des organisations de la gauche. Derrière ces appels, l'on découvre les idéologies manipulatrices de l'identité collective, de la responsabilité collective et de la culpabilité collective. Les individus qui sont définis comme faisant partie d'un groupe « privilégié » – « hétéro », « blanc », « homme », « occidental », « classe moyenne » – sont tenus responsables de toute l'oppression attribuée à ce groupe. Ils sont alors manipulés et sommés d'expier ces « crimes », donnant leur appui acritique aux mouvements de ceux qui sont plus opprimés qu'eux. Les individus qui sont uniquement définis comme faisant partie d'un groupe opprimé sont manipulés dans l'acceptation d'une identité collective, avec sa « solidarité » obligatoire – la solidarité féminine, le nationalisme noir, l'identité queer, etc. S'ils rejettent

ou même si ils critiquent profondément et radicalement cette identité de groupe, ce sera compris comme une acceptation de l'oppression.

En fait, l'individu qui agit seul (ou seulement avec ceux et celles avec qui il/elle a développé une affinité réelle) contre son oppression et son exploitation tel qu'il/elle l'éprouve dans sa vie, est accusé d'« individualisme bourgeois », malgré qu'il/elle lutte précisément contre l'aliénation, la séparation et l'atomisation qui est le résultat inhérent de l'activité sociale collective et aliénante que l'État et le capital – la prétendue « société bourgeoise » – nous imposent.

Parce que le gauchisme est la perception active de la lutte sociale comme un programme politique, il est idéologique de bout en bout. La lutte des gauches ne provient pas des désirs, des besoins et des rêves des individus exploités, opprimés, dominés et dépossédés par cette société. Elle n'est pas l'activité de personnes s'efforçant de se ré-approprier leurs propres vies et de rechercher les outils nécessaires à cela. C'est un programme formulé dans les esprits des leaders gauchistes ou dans les réunions organisationnelles qui existent au-dessus et en-avant des luttes individuelles des gens, et auquel ces derniers doivent se subordonner. Indépendamment des slogans du programme – socialisme, communisme, anarchisme, solidarité féminine, peuple africain, droits des animaux, libération de la terre, primitivisme, auto-gestion des travailleurs, etc, etc – il ne fournit pas aux individus d'outil à utiliser dans leurs propres luttes contre la domination, mais exige plutôt des individus qu'ils échangent la domination de l'ordre dirigeant avec la domination du programme gauchiste. Autrement dit,

il exige que les individus continuent de renoncer à leur capacité à déterminer leur propre existence.

À son meilleur, l'effort anarchiste a toujours été la transformation totale de l'existence basée sur la réappropriation de sa propre vie par chaque individu, agissant en libre-association avec ceux/celles de leur choix. Cette vision peut être trouvée dans les écrits les plus poétiques de presque tous les anarchistes connus, et c'est ce qui a fait de l'anarchisme « la conscience de la gauche ». Mais quel est l'intérêt d'être la conscience d'un mouvement qui ne veut ni ne peut partager la largeur et la profondeur de nos rêves, si par ailleurs nous désirons comprendre ces rêves? Dans l'histoire du mouvement anarchiste, ces perspectives et pratiques proches de la gauche, comme l'anarcho-syndicalisme et le plateformisme, ont toujours contenu moins de rêves que de programmes.

Maintenant que le gauchisme a cessé d'être une force significative et distincte du reste de la sphère politique, au moins en occident, il n'y a certainement aucune raison de continuer à porter ce fardeau sur nos épaules.

La réalisation des rêves anarchistes, des rêves de chaque individu toujours capable de rêver et de désirer indépendamment pour être les créateurs autonomes de leurs propres existences, exige une rupture consciente et rigoureuse avec la gauche.

Nous pouvons tenter de poser ici une base minimale pour cette rupture :

1. Le rejet d'une perception politique de la lutte sociale ; la reconnaissance que la lutte révolutionnaire n'est pas un programme, qu'elle est la lutte pour la réappropriation

individuelle et sociale de la totalité de la vie. Ainsi, elle est anti-politique en soi. Autrement dit, elle est opposée à n'importe quelle forme d'organisation sociale – et à n'importe quelle méthode de lutte – dans laquelle les décisions concernant la façon de vivre et de lutter sont séparées de l'exécution de ces décisions, peu importe à quel point ce processus de prise de décisions séparé est démocratique et participatif.

2. Le rejet de l'organisation, nous entendons par là le rejet de l'idée que n'importe quelle organisation puisse représenter des individus exploités, des groupes, la lutte sociale, la révolution ou l'anarchie. Aussi, donc, le rejet de toutes les organisations formelles – partis, syndicats, fédérations et autres formes analogues – qui, en raison de leur nature programmatique, prendront nécessairement un rôle de représentation. Cela ne signifie pas le rejet de la capacité à organiser les activités spécifiques nécessaires à la lutte révolutionnaire, mais plutôt le rejet de la soumission de l'organisation au formalisme d'un programme organisationnel. La seule chose qui requiert l'organisation formelle est le développement et la maintenance d'une organisation formelle.

3. Le rejet de la démocratie et de l'illusion quantitative. Le rejet de la vision qui voudrait que le nombre d'adhérents à une cause, une idée ou un programme serait ce qui détermine la force de la lutte, plutôt que la valeur qualitative des pratiques de lutte comme attaque contre les institutions de domination et comme ré-appropriation de nos vies. Le rejet de toute institutionnalisation ou formalisation de la prise de décisions et, de façon effective, de toute conception de la prise de décisions comme un moment séparé de la vie et de la pratique. Le rejet, aussi,

de la méthode évangéliste qui s'efforce de convaincre les masses. Une telle méthode suppose que l'exploration théorique est arrivée à sa fin, que l'on a la réponse à laquelle tout le monde doit adhérer et que donc tous les moyens sont acceptables pour diffuser le message, même si ces moyens entrent en contradiction avec nos fins. Cela mène à chercher des disciples qui acceptent nos positions plutôt que des compagnons et des complices avec qui continuer nos explorations. La pratique et la lutte pour rendre effectives nos perspectives aussi bien que nous le puissions, et avec des moyens en accord avec nos fins, nos rêves et nos désirs, pourra attirer des complices potentiels avec qui développer des relations d'affinité et étendre des pratiques de révolte.

4. Le rejet des revendications au pouvoir, leurs préférant des pratiques d'action directe et d'attaque. Le rejet de l'idée que nous puissions réaliser notre désir d'autodétermination par des services demandés qui, au mieux, n'offriront qu'un ajustement provisoire de la nocivité de l'ordre social du capital. La reconnaissance de la nécessité d'attaquer cette société dans sa totalité, de réaliser une conscience pratique et théorique dans chaque lutte partielle de la totalité qui doit être détruite. Ainsi, aussi, la capacité de voir ce qui est potentiellement révolutionnaire – ce qui s'est déplacé au-delà de la logique réformiste des revendications – dans les luttes sociales partielles, puisqu'après tout, chaque rupture radicale ou insurrectionnelle a été suscitée par une lutte qui a commencé comme une tentative de gagner des demandes partielles, mais qui s'est déplacée en pratique, d'une demande de ce que l'on désire à son appropriation directe, et plus.

5. Le rejet de l'idée de progrès, de l'idée que l'ordre actuel des choses est le résultat d'un processus continu d'amélioration que nous pouvons pousser plus loin encore, probablement jusqu'à son apothéose, si nous y mettons l'effort. La reconnaissance que la trajectoire actuelle – que les dirigeants et leurs loyaux opposants réformistes et « révolutionnaires » appellent « progrès » – sont en soi nuisibles pour la liberté individuelle, la libre-association, les relations humaines saines, la totalité de la vie et la planète elle-même. La reconnaissance qu'il faut mettre fin à cette trajectoire et expérimenter de nouvelles façons de vivre en réinventant les rapports est incontournable si nous souhaitons réaliser notre pleine autonomie et notre liberté. (Cela ne mène pas nécessairement à un rejet absolu de la technologie et de la civilisation, un tel rejet ne constitue pas le résultat final d'une rupture avec la gauche, mais le rejet du progrès signifie certainement un empressement à sérieusement examiner de façon critique la civilisation et la technologie, et particulièrement l'industrialisme. Ceux qui ne sont pas enclins à soulever de telles questions continueront très probablement à s'en tenir au mythe de progrès.)

6. Le rejet des politiques identitaires. La reconnaissance que, tandis que des groupes opprimés divers éprouvent leur dépossession de façon spécifique à leur oppression, l'analyse de ces spécificités est nécessaire à la compréhension pleine du fonctionnement de la domination, néanmoins, la dépossession est fondamentalement le vol de la capacité de chacun d'entre nous, en tant qu'individus, à créer nos vies en nos propres termes dans la libre-association avec d'autres individualités. La ré-appropriation de la vie sociale, aussi bien que la

ré-appropriation de la vie dans sa totalité, ne pourra réussir que lorsque nous arrêterons de nous identifier essentiellement en fonction de nos identités sociales.

7. Le rejet du collectivisme, de la subordination de l'individu au groupe social. Le rejet de l'idéologie de la responsabilité collective. Il s'agit là d'un rejet qui ne signifie pas le refus de l'analyse sociale, mais qui extirpe plutôt le jugement moral d'une telle analyse, et refuse la pratique dangereuse de blâmer des individus pour des activités qui ont été faites en leur nom supposé ou qui leurs sont attribuées à tort en fonction d'une catégorie sociale dont on dit qu'ils font partie, sans n'avoir fait aucun choix à ce sujet – par exemple, « le Juif », « le gitan », « le mâle », « le blanc », etc. Le rejet de l'idée que quelqu'un, que cela soit le résultat d'une « favorisation » sociale ou de l'adhésion supposée à un groupe opprimé particulier, doit une solidarité acritique à n'importe quelle lutte ou mouvement, et la reconnaissance qu'une telle conception est une obstruction majeure à n'importe quelle pensée révolutionnaire sérieuse. La création de projets collectifs et d'activités pour servir les besoins et les désirs des individus impliqués, et pas vice versa. La reconnaissance que l'aliénation fondamentale imposée par le capital n'est basée dans aucune idéologie hyper-individualiste qu'il promeut, mais plutôt du projet collectif de production qu'il impose, et qui exproprie nos capacités créatrices et individuelles pour accomplir ses buts. La reconnaissance de la libération de chaque individu pour être capable de déterminer les conditions de son existence en libre-association avec d'autres individus de son choix – c'est-à-dire, la ré-appropriation individuelle et sociale de la vie – comme le but principal de toute révolution.

8. Le rejet de l'idéologie, c'est-à-dire le rejet de chaque programme, idée, abstraction, idéal et théorie qui se place au-dessus de la vie et des individus comme une construction à servir. Le rejet, donc, de Dieu, de l'État, la Nation, la Race, etc, mais aussi du Primitivisme, du Communisme, de l'Anarchisme, de la Liberté, la Raison, l'Individu, etc lorsque ceux-ci deviennent des idéaux pour lesquels nous devons sacrifier nos vies, nos désirs, nos aspirations et nos rêves. L'utilisation des idées, l'analyse théorique et la capacité à raisonner et penser abstraitement de façon critique doivent être des outils pour comprendre ses buts, pour se ré-appropriier sa vie et agir contre tout ce qui bloque cette ré-appropriation. Le rejet des réponses faciles qui se transforment en œillères contre toute tentative d'examiner la réalité contre laquelle nous faisons face, à la faveur de l'interrogation continuelle, du doute et de l'exploration théorique.

A mes yeux, voila ce qui constitue une rupture réelle avec la politique, avec la gauche. Là ou n'importe lequel de ces rejets fait défaut – dans la théorie comme dans la pratique – les vestiges de la gauche restent, et c'est une entrave à notre projet de libération. Puisque cette rupture avec la gauche est basée sur la nécessité de libérer la pratique de l'anarchie des confins et des limites de la politique, ce n'est certainement pas pour embrasser la droite ou toute une autre partie du spectre de la politique. Il s'agit plutôt d'une reconnaissance qu'une lutte pour la transformation de la totalité de la vie, une lutte pour reprendre le contrôle de chacune de nos vies dans un mouvement collectif pour la réalisation individuelle, ne peut qu'être entravée par des programmes politiques, des

organisations « révolutionnaires » et des constructions idéologique auxquelles il faudrait s'asservir, parce que celles-ci aussi, tout comme l'État et le capital, exigent que nous leur donnions nos vies plutôt que d'en reprendre le contrôle.

Nos rêves sont bien trop grands pour les limites étroites du réalisme politique. Cela fait déjà depuis trop longtemps que nous aurions dû laisser la gauche derrière nous pour continuer sur notre joyeuse voie vers l'inconnu de l'insurrection et la création de vies pleines et auto-déterminées.

Wolfgang Landstreicher
De la Politique à la Vie